

**OUI** à l'initiative  
« économiser dans l'armée »  
le 26 novembre 2000

# Argumentaire

Economiser dans l'armée? Oui!

c.p. 246, 3000 Berne 13

Tél. 031 311 70 87

Fax 031 311 77 94

Courriel: [info@rompez.ch](mailto:info@rompez.ch)

Internet: [www.rompez.ch](http://www.rompez.ch)



*Initiative populaire*  
«économiser dans l'armée»

# Contenu

1. **Faut-il vraiment redéfinir les priorités de la défense ?**
2. **Un projet d'avenir pour la Suisse ?**
3. **Faut-il économiser encore davantage ?**
4. **La Suisse est-elle vraiment surarmée ?**
5. **Fr. 970.- par personne et par an ?**
6. **L'armée sera-t-elle encore à même de remplir sa mission ?**
7. **L'économie serait gagnante elle aussi ?**
8. **Des répercussions positives sur la sécurité sociale ?**
9. **Un arsenal à revoir à la baisse ?**
10. **Dépenser davantage pour la promotion de la paix ?**
11. **Renforcer la coopération au développement ?**
12. **Un effet favorable sur l'emploi ?**
13. **La sécurité par la prévention ?**
14. **Compatible avec des missions de maintien de la paix à l'étranger ?**
15. **L'initiative est-elle crédible ?**
16. **L'initiative peut-elle être gagnante au soir du 26 novembre ?**

## Redistribuer les dépenses militaires

Dépenses militaires restantes

Dépenses militaires épargnées

**Paix et  
développement**  
600 mio. fr.

**Politique  
sociale**  
600 mio. fr.

**Economies  
nettes**  
600 mio. fr.

L'initiative en faveur d'une redistribution des dépenses dégage  
1,8 milliard de francs annuellement pour des tâches civiles.  
Le fonds de reconversion soutient la création de nouveaux emplois.

**Fonds de reconversion**  
1 mia. fr.



Initiative populaire  
« économiser dans l'armée »

OUI à l'initiative  
« économiser dans l'armée »  
le 26 novembre 2000

01.1b

### Quelques explications

L'initiative propose quatre mandats constitutionnels limités dans le temps

- économiser
- promouvoir la paix
- redistribuer les moyens ainsi libérés
- innover

Le mandat numéro un fixe la vraie priorité : **économiser dans l'armée** ! L'alinéa premier de l'initiative oblige la Confédération à abaisser progressivement le seuil des dépenses militaires de 5 milliards de francs par an à 3,2 milliards de francs (un tiers de moins), en l'espace de dix ans, c'est-à-dire jusqu'en 2010. Cela touche les dépenses militaires proprement dites, la protection civile, la défense économique [stocks obligatoires] et ce que l'on appelle la défense psychologique. C'est le Parlement qui fixe les détails des économies lors des débats budgétaires annuels. Les économies réalisées entre 1987 (année de référence pour l'initiative) et aujourd'hui sont prises en compte dans le calcul, de même que la compensation du renchérissement.

Le mandat de **promotion de la paix** prévu au troisième alinéa de l'initiative exige, quant à lui, que la Confédération affecte 600 millions de francs par an (soit le tiers des économies

## Faut-il vraiment redéfinir les priorités de la défense ?

---

**OUI, car** ce n'est pas, dans le contexte européen, en mettant des blindés à la frontière qu'on se prémunit des dangers d'aujourd'hui et de demain. Il faut prendre les mesures adéquates là où les risques majeurs prennent naissance. Or notre sécurité n'est pas menacée par une armée. Les tensions sociales planétaires et les catastrophes naturelles qui se multiplient sont autrement préoccupantes. Pour garantir notre sécurité à long terme, il faut promouvoir la paix, prévenir les conflits, améliorer la justice sociale et renforcer l'égalité des chances, en Suisse et à l'étranger. Dans cette ligne, l'initiative « économiser dans l'armée » fixe les vraies priorités.

---

**Il n'est pas pertinent de prétendre que...** l'initiative menace la sécurité de la Suisse. Celles et ceux qui s'accrochent à une conception dépassée de la défense militaire et qui gaspillent des finances précaires là où il n'y a plus de danger sont irréalistes et nous font courir le risque de ne pas savoir prévenir les crises qui s'annoncent.

annuelles de 1,8 milliards de francs réalisables dès la dixième année) à des tâches supplémentaires de maintien de la paix : prévention des conflits dans le cadre de la coopération au développement et protection du milieu naturel. Il s'agit ainsi de fixer les nouvelles priorités de notre politique de sécurité.

D'autre part, le deuxième alinéa de l'initiative prévoit que le Parlement fixe tous les quatre ans par voie législative l'affectation des moyens financiers économisés. Le comité d'initiative souhaite que les deux tiers de ces montants soient utilisés pour des projets sociaux, pour l'amélioration de la formation et pour **diminuer les déficits** de la caisse fédérale. À l'alinéa 4, **l'innovation** consiste à consacrer 1 milliard de francs à la réintégration économique du personnel des entreprises touchées par la baisse ou la disparition des commandes. Les personnes sont orientées vers des emplois d'avenir de manière à aider les régions concernées.

## L'inévitable renversement des priorités...

Le comité d'initiative et le Conseil fédéral ne sont pas en opposition s'agissant des perspectives stratégiques

« Une certaine répartition est inévitable, afin de garantir le succès de la stratégie de 'La sécurité par la coopération' – soit la coopération générale et souple en Suisse et la coopération avec l'étranger en matière de sécurité. L'attribution des ressources doit correspondre aux menaces, aux risques et aux dangers concrets – d'une part pour rallier la majorité des voix, d'autre part pour garantir la sécurité à laquelle nous aspirons. »

Extrait du rapport du Conseil fédéral sur la politique de sécurité de la Suisse



Initiative populaire  
« économiser dans l'armée »

OUI à l'initiative  
« économiser dans l'armée »  
le 26 novembre 2000

02.1b

« Élargissement de la politique étrangère dans les domaines de la promotion de la paix, de la défense des droits de l'homme et de la coopération au développement – Renforcement de la position de la Suisse sur la scène internationale et amélioration de la façon dont elle est perçue à l'étranger » Extrait du rapport du Conseil fédéral sur le programme de la législature 1999-2003

### Quelques explications

S'il est vrai que dès la fin de la guerre froide, le Conseil fédéral a déclaré vouloir adapter les lignes de force de sa politique étrangère et de sa politique de paix, en tenant compte de la redistribution des équilibres de force et des exigences de la mondialisation, il n'est jamais passé de la parole aux actes.

Et pourtant, il s'est engagé en ces termes au sommet de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) de décembre 1996 : « La Suisse va augmenter les moyens mis à la disposition de son système de dépistage précoce et de maîtrise des situations de crise, de la prévention des conflits et enfin de sa capacité à collaborer aux interventions de normalisation qui suivent les périodes de conflits ». Elle a également promis de « recenser les menaces à la sécurité causées par les problèmes économiques, sociaux ou encore environnementaux et d'en éliminer les causes et les effets ». Elle a enfin affirmé sa volonté de « prendre des mesures permettant d'écartier les inconvénients de ces dangers ».

Le rapport annuel du Conseil fédéral sur la politique de sécurité annonçait en 1990, déjà, la

## Un projet d'avenir pour la Suisse ?

---

**OUI, et** l'initiative « économiser dans l'armée » prend ici le Conseil fédéral au mot, qui répète depuis dix ans que la menace militaire est faible, mais que d'autres risques existentiels sont bien là. Pourtant, il ne change pas la structure des dépenses publiques. Une mentalité dominante de prébendiers, des structures encroûtées et un esprit encore trop marqué par un militarisme issu de la guerre froide empêchent hélas une évolution suffisamment rapide. Il n'y a que l'initiative qui puisse redistribuer correctement les cartes, en imposant une échéance de dix ans pour affecter plus judicieusement une partie considérable des dépenses militaires.

---

**Il n'est pas pertinent de prétendre que...** l'initiative est dépassée. Elle est au contraire on ne peut plus d'actualité, car elle permet de matérialiser enfin les objectifs stratégiques que tout le monde vise. En août 2000, à l'occasion de l'assemblée annuelle de la Direction pour le développement et la coopération (DDC), le conseiller fédéral Joseph Deiss réaffirmait encore une fois combien il est essentiel de mettre fin aux conflits et d'en éviter de nouveaux par des actions civiles de coopération au développement. Il passa toutefois sous silence que la Suisse en fait beaucoup trop peu en la matière.

concrétisation de cette nouvelle conception de la politique de paix et de sécurité. Le Conseil fédéral s'y déclarait favorable à la mise à disposition de nouveaux moyens, notamment pour contribuer à maîtriser les crises internationales.

Le Conseil fédéral a été encore plus affirmatif en 1993, dans son rapport sur la politique étrangère suisse des années 90 : « La promotion de la paix, la prévention des conflits et la sécurité collective » passaient au rang d'idées directrices de la politique étrangère de notre pays. Cinq objectifs furent mis en exergue :

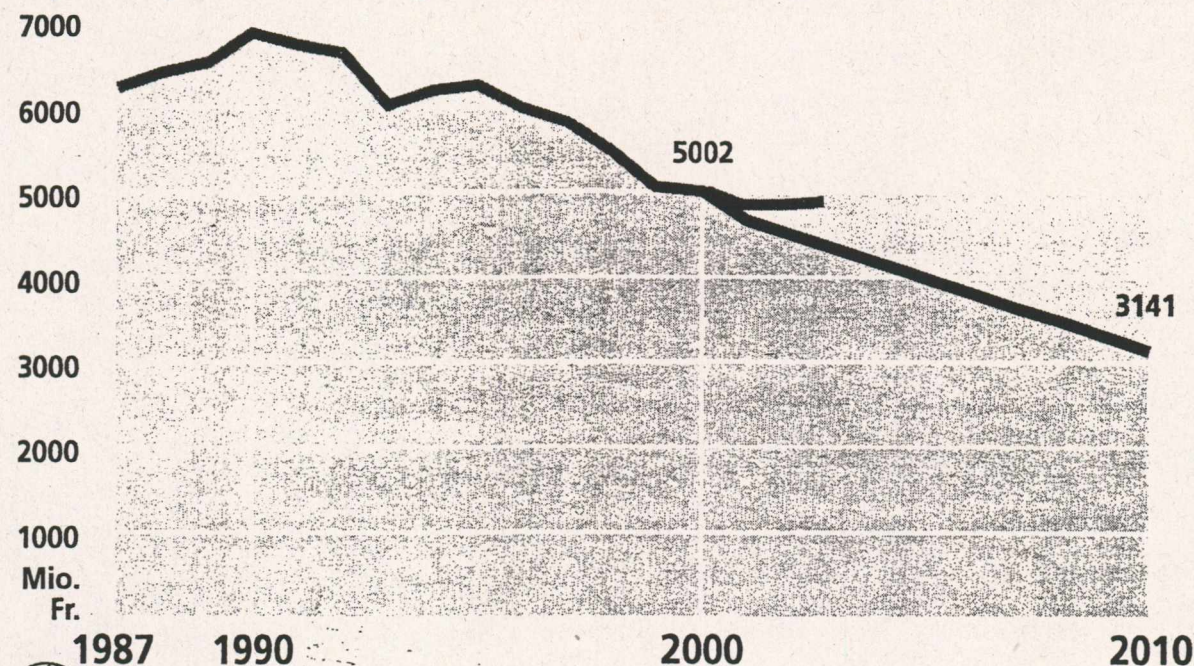
1. la garantie et la promotion de la paix ;
2. la promotion des droits humains, de la démocratie et de l'État de droit ;
3. la promotion du bien commun ;
4. la suppression des injustices sociales ;
5. La protection des bases naturelles de vie.

Enfin, le Conseil fédéral développait les cinq mêmes principes dans son concept stratégique de la politique Nord-Sud, en 1994.

Et malgré toutes ces bonnes intentions, c'est encore et toujours la défense nationale armée qui hérite de l'essentiel des moyens financiers, institutionnels et en personnel. Une politique étrangère qui ne repose que sur des déclarations d'intentions n'est pas crédible. L'initiative permet enfin de passer de la parole aux actes.

# 1,8 milliard de francs à mieux dépenser

Dépenses pour la défense générale, 1987-2010, en termes réels



Initiative populaire  
« économiser dans l'armée »

OUI à l'initiative  
« économiser dans l'armée »  
le 26 novembre 2000

**vert** : selon le Conseil fédéral

**bleu** : selon l'initiative « économiser dans l'armée »

**Sources** : 1987-1999: comptes de la Confédération; 2000: budget; 2001-2003: plan financier; 2004-2010: calculs du comité d'initiative.

Hypothèses retenues ici: 1987-1999: Administration fédérale des finances; 2000-2003: Conseil fédéral; 2004-2010: renchérissement nul.

## Dépenses au titre de la défense générale, 1987-2003, en termes nominaux et réels (en million de francs / index)

année	R 87	R 88	R 89	R 90	R 91	R 92	R 93	R 94	R 95	R 96	R 97	R 98	R 99	V 00	F 01	F 02	F 03
mio Fr. nominaux	4855	5155	5445	6053	6202	6249	5753	5935	5856	5580	5395	5353	4988	5002	4795	4867	4907
mio Fr. réels (2000)	6282	6452	6577	6932	6816	6651	6022	6241	6375	6028	5779	5568	5050	5002	4701	4680	4629
index (1987=100)	100.0	102.7	104.7	110.3	108.5	105.9	95.9	99.4	101.5	96.0	92.0	88.6	80.4	79.6	74.8	74.5	73.7

## Mise en œuvre de la réduction des dépenses selon l'initiative, 2001-2010 (renchérissement zéro)

année	V 00	F 01	F 02	F 03	P 04	P 05	P 06	P 07	P 08	P 09	P 10	
index (1987=100) <sup>1</sup>	79.6	74.3	71.6	68.9	66.2	63.5	60.8	58.1	55.4	52.7	50	
Dépenses réduites	5002	4668	4498	4328	4159	3989	3819	3650	3480	3311	3141	
dividendes de la paix <sup>2</sup>	0	334	504	674	843	1013	1183	1352	1522	1691	1861	10977 (total 2001 - 2010)

<sup>1</sup> Se lit de la manière suivante : selon le budget 2000 de la Confédération, les dépenses de la défense générale, en francs constants 2000, se montent à 79,6% de ce qu'elles étaient en 1987 et décroissent progressivement pendant 10 ans pour atteindre 50%.

<sup>2</sup> On entend par « dividendes de la paix » les montants économisés par la réduction des dépenses et réaffectés à d'autres tâches selon les objectifs définis par l'initiative.

## Faut-il économiser encore davantage ?

**OUI, car,** si le Conseil fédéral et le Parlement ont effectivement diminué le budget de la défense nationale, ils n'ont pas injecté les moyens ainsi économisés dans une nouvelle politique de paix et de sécurité plus performante. C'est une attitude irréfléchie. Notre sécurité dépend à l'avenir de deux choses : de mesures actives en faveur d'une meilleure justice sociale en Suisse et à l'étranger et de la mise en œuvre de moyens efficaces pour lutter contre la dégradation menaçante de l'environnement à l'échelle planétaire. L'initiative « économiser dans l'armée » génère 1,8 milliard de francs de ressources supplémentaires, à disposition pour des tâches auxquelles ne sont affectées que des moyens insuffisants.

### Il n'est pas pertinent de prétendre que...

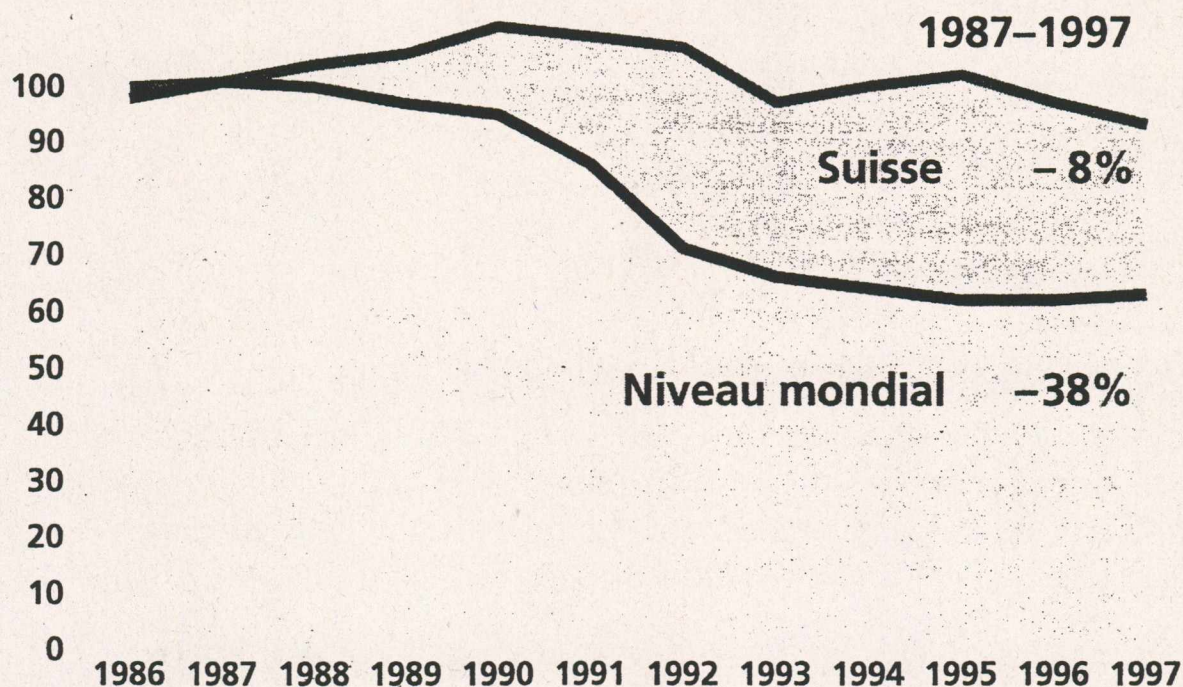
le Département de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) aurait déjà économisé 9 milliards de francs. Depuis 1987, année de référence de l'initiative, le budget de la défense nationale a baissé en tout et pour tout de 1,2 milliard de francs, valeur année 2000, compte tenu du renchérissement. Transformer cette réalité en un montant de 9 milliards de francs revient à manipuler la statistique. Il faut savoir que le DDPS y parvient en prenant comme base de calcul les chiffres complètement surfaits de son ancienne planification financière. Corriger à la baisse une planification financière à long terme ne signifie pas encore économiser quoi que ce soit ! Ces 9 milliards de francs que le DDPS sort aujourd'hui de son chapeau sont une preuve supplémentaire que les militaires ont continué à planifier des augmentations déraisonnables des dépenses, malgré la fin évidente de la guerre froide. Le Conseil fédéral prétend certes que l'armée doit devenir plus petite, mais, en même temps, il annonce qu'elle coûtera autant, voire davantage : c'est inacceptable !

### Quelques explications

L'initiative veut diviser par deux les dépenses que la Confédération consacrait à la défense nationale en 1987, année de la fin de la guerre froide. Elle prévoit de tenir compte du renchérissement. En 1987, la Confédération a dépensé 4,855 milliards de francs (valeur nominale) pour la défense nationale, soit 6,282 milliards en francs d'aujourd'hui. En l'an 2000, ces dépenses sont de 5,002 milliards de francs, soit déjà 20% de moins. Le solde de 30% - 1,861 milliards de francs - doit être économisé progressivement. D'ailleurs, le Conseil fédéral aussi arrive à la conclusion qu'il faut économiser 1,8 milliards de francs, même s'il n'applique pas le même calcul du renchérissement que le comité d'initiative. L'initiative permet d'assurer que la tendance actuelle d'économies en matière militaire se poursuive jusqu'à un résultat satisfaisant.



## Recul des dépenses militaires



Initiative populaire  
« économiser dans l'armée »

OUI à l'initiative  
« économiser dans l'armée »  
le 26 novembre 2000

58

### Sources :

USA, Département d'Etat, Bureau du contrôle des armements, World Military Expenditures and Arms Transfers 1998; Washington DC, janvier 2000, tableau 1 / Budget de la Confédération 1999, tableau 008, dépenses par groupes de tâches, indices 1980-1999 / calculs du comité d'initiative

## La Suisse est-elle vraiment surarmée ?

---

**OUI, car,** dans les comparaisons internationales, notre pays est un cas à part en raison de ses dépenses militaires effarantes. Entre 1987 et 1997, les dépenses militaires dans le monde ont reculé en moyenne de 38%. Celles de la Suisse, de 8% à peine.

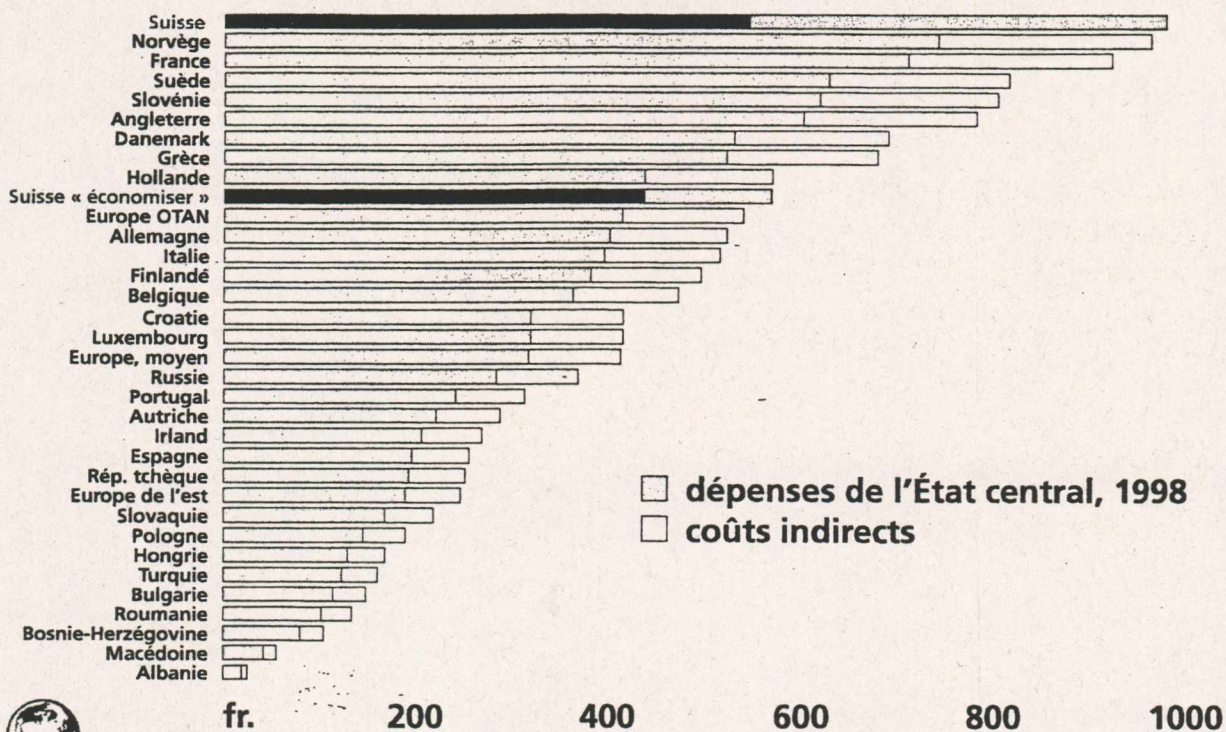
---

**Il n'est pas pertinent de prétendre que...** la Suisse devrait maintenant suivre la tendance observée aux États Unis et dans certains autres pays pour augmenter à nouveau les dépenses militaires. Aucune considération relevant de la politique de sécurité ne peut justifier cette tendance, qui résulte principalement d'une vive concurrence au sein de l'OTAN. Et ça n'empêche pas l'Allemagne, la Suède, et bien d'autres pays, de continuer à prévoir de nouvelles coupes dans leurs dépenses militaires.

### Quelques explications

Les derniers chiffres consolidés sur les dépenses militaires dans le monde sont ceux de l'année 1997. Le bureau du contrôle de l'armement du Département d'État des États-Unis les a publiés en janvier 2000. Par rapport à l'année record de 1987, l'ensemble des dépenses militaires avait reculé de 40% en 1995/96, en tenant compte du renchérissement. Celles des pays industrialisés ont même reculé de 46%, soit à peu près de moitié. L'initiative ne demande rien de plus. La Suisse est seule à s'être payé le luxe de ne réduire ses dépenses militaires que de 8% durant ce laps de temps. Après 1996, les dépenses militaires se sont stabilisées dans le monde entier, celles de la Suisse ont continué à baisser légèrement. Mais voici que le Conseil fédéral fait déjà part de son intention de les maintenir au niveau élevé actuel et même de les augmenter légèrement. Cette attitude est absurde compte tenu de l'absence de menaces militaires sur la Suisse.

## Suisse : dépenses militaires par tête les plus élevées en Europe



Initiative populaire  
« économiser dans l'armée »

OUI à l'initiative  
« économiser dans l'armée »  
le 26 novembre 2000

05.10

Dépenses au titre de la défense générale de l'État central (partie sombre) et coûts indirects à charge de l'économie (partie claire)

Sources : USA, Département d'État, Bureau du contrôle des armements, Washington DC, janvier 2000 et calculs du comité d'initiative; Suisse: les coûts indirects sont évalués à 80% des dépenses de l'État, pour une population de 6 874 000; autres Etats: estimation forfaitaire à 30% des dépenses de l'État.

### Quelques explications

La défense nationale entraîne de grosses dépenses pour le budget fédéral, mais pas seulement : le service militaire obligatoire et d'autres prescriptions légales coûtent très cher aux ménages et aux entreprises. Des estimations neutres arrivent à la conclusion que la défense nationale de la Suisse coûte bien le double du montant apparaissant dans le compte d'État. Les coûts indirects pour l'armée, sont en fait plus élevés de 80% que ce que les chiffres officiels veulent bien prendre en compte. Tous les pays connaissent des coûts indirects en la matière, mais ceux-ci sont infiniment moindres que ce qui se passe en Suisse, surtout en raison des cours de répétitions obligatoires jusqu'à l'âge de 42 ans. Dans les autres pays aussi, le budget de la défense ne reflète qu'une partie des dépenses de l'armée. Par exemple, les dépenses pour les rentes des anciens officiers ou soldats professionnels, figurent au budget de la sécurité sociale. On considère d'une manière générale que les dépenses occultes pour la défense armée représentent en moyenne un surplus de 30% des coûts officiels.

Si l'on se borne à comparer les chiffres budgétaires officiels des dépenses militaires en Europe,

## Fr. 970.- par personne et par an ?

**OUI, car** notre pays entretient une armée surdimensionnée à tous points de vue. Aucun autre pays d'Europe ne dispose d'une armée qui coûte aussi cher que l'armée suisse, par tête d'habitant. Face à ces dépenses quasiment somptuaires, l'initiative « économiser dans l'armée » est modérée. Trop même, pour beaucoup de monde. Son acceptation par le peuple et les cantons le 26 novembre aurait comme conséquence de ramener simplement le coût par habitant de l'armée suisse au même niveau que la moyenne des pays européens membres de l'OTAN.

**Il n'est pas pertinent de prétendre que...** l'initiative bloquerait dangereusement les dépenses militaires et qu'elle imposerait au Conseil fédéral un quota budgétaire bétonné une fois pour toutes dans la Constitution, le privant de toute marge de manœuvre. Il est normal d'encadrer une politique en recourant à des décisions budgétaires. Le pour-cent de TVA pour le financement complémentaire de l'AVS et le plafonnement des investissements pour réaliser les NLFA sont fixés par la constitution fédérale. La plupart de pays comparables à la Suisse disposent d'un système de planification budgétaire rigoureux, précisément pour les dépenses militaires : il agit comme un garde fou en plafonnant les montants des grands chapitres budgétaires.

En soi, il est beaucoup plus dangereux de continuer à consacrer le maximum de moyens financiers précisément là où les risques sont les plus faibles. L'initiative « économiser dans l'armée » repose sur une conception pragmatique de politique de sécurité, cohérente, sans lacunes et qui prend en compte les menaces réelles. Si, un jour, la menace de conflits armés devait se faire plus pressante que les nouveaux dangers contemporains pesant sur les conditions de notre existence, la Suisse garderait toute sa marge de manœuvre dans le cadre défini par l'initiative. D'ailleurs, elle ne fait qu'introduire, dans les dispositions transitoires de la constitution fédérale, un article qui en limite l'application à 10 ans. Si le besoin d'un changement politique se faisait sentir auparavant, le peuple garderait la possibilité d'apporter toute modification qui lui semblerait judicieuse.

la Suisse vient en 6ème position en matière de dépenses militaires par habitant; soit juste derrière la Norvège, avec sa marine de guerre en raison de ses puits de pétrole en mer du Nord, derrière la France, avec sa force de frappe nucléaire, derrière la Suède qui annonce d'énormes économies dans ce secteur, derrière la Slovénie (!) et enfin derrière la puissance militaire mondiale qu'est la Grande-Bretagne. Avec l'initiative, la Suisse ne dépensera plus pour son armée que l'équivalent de la moyenne des pays européens membre de l'OTAN.

## Armée XXI

Modèle du Conseil fédéral

### Une armée basée sur l'obligation de servir

Effectifs réduits et dépenses en hausse

Soldats: 120 000

Obligation de servir jusqu'à : 30-32 ans

Jours de service : 270-300

### Besoins en armement

2 à 4 milliards de francs par an

difficile à financer

rapidement obsolète

### Mission

offensive à l'avant du champ opérationnel

mécanisation coûteuse

risques en matière de politique étrangère

menaces lourdes pesant sur la population

adéquation moyenne pour

des missions de maintien de la paix



Initiative populaire  
« économiser dans l'armée »

## Armée 2005

selon l'initiative « économiser dans l'armée »

### Une armée basée sur l'obligation de servir

Effectifs réduits et dépenses en baisse

Soldats: 120 000

Obligation de servir jusqu'à : 30 ans

Jours de service : 200

### Besoins en armement

1,3 milliard de francs par an

financement aisé

modernisation optimale des équipements

### Mission

strictement défensive sur sol suisse

efficacité optimale au meilleur coût

aucune provocation

protection de la population aussi élevée

que possible

adéquation élevée à des missions de

maintien de la paix

OUI à l'initiative  
« économiser dans l'armée »  
le 26 novembre 2000

06.11

## Quelques explications

Le Parti socialiste suisse a publié à l'époque son modèle d'« Armée 2005 » dû à l'expert militaire international bien connu Lutz Unterseher et qui démontrait déjà qu'un potentiel militaire élevé, une bonne capacité d'innovation de même qu'une intégration internationale active, sont tout à fait possibles tout en opérant des économies substantielles. Il suffit d'éliminer quelques vieilles habitudes devenues inutiles. La primauté de la protection de la population civile et d'une armée défensive est d'autre part très clairement établie.

Cinq ans après, le Conseil fédéral reconnaît à son tour les mérites du modèle « Armée 2005 ». Le concept récent d'« Armée XXI » (publié par le Conseil fédéral le 31 mai 2000), reprend plusieurs des principes fondamentaux développés cinq ans plus tôt par les auteurs de l'initiative : ramener le nombre de soldats à 120 000 et l'âge d'astreinte au service militaire à 30 ans. Il est évident que 200 jours de service suffisent. Le Conseil fédéral continue à proposer 270 à 300 jours de service, ce qui est trop.

Le plus farfelu est que le Conseil fédéral pense qu'une armée réduite coûte encore plus cher. Et pourtant, notre modèle « armée 2005 » démontre que moins de soldats, avec des périodes de service militaire plus courtes, une bonne organisation et un état de préparation adéquat, permettent de libérer bien des capacités. Preuve est ainsi faite que des économies

## L'armée sera-t-elle encore à même de remplir sa mission ?

---

**OUI, car** de nombreuses études le démontrent : même après l'acceptation de l'initiative « économiser dans l'armée », la Suisse disposera toujours d'une armée militairement parmi les plus efficaces, dotée des moyens technologiques les plus modernes, bien équipée et capable également, au besoin, de mener au mieux des missions internationales de maintien de la paix.

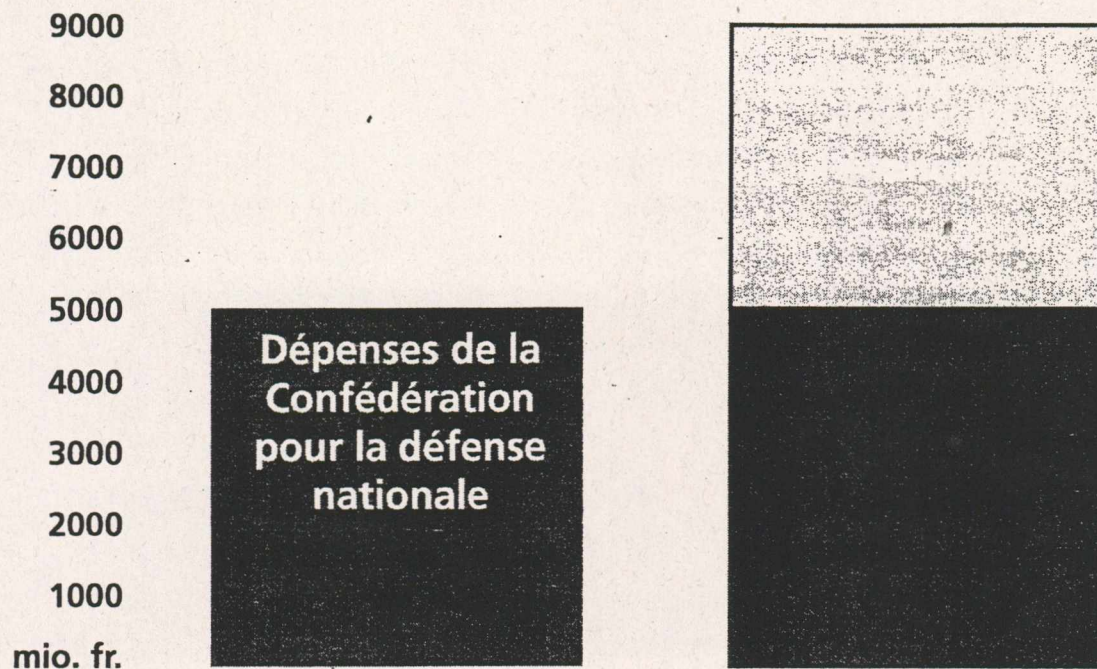
---

**Il n'est pas pertinent de prétendre que...** l'initiative entraîne un démantèlement complet de l'armée, ou qu'elle implique sa suppression par tranches successives selon la « tactique du salami », ou encore qu'elle saborde les réformes en cours de l'armée. Celles et ceux qui votent OUI à l'initiative soutiennent, sans à priori idéologiques, une politique de paix et de sécurité ouverte de la Suisse.

substantielles sont possibles tout en conservant un état de préparation et d'équipement de très haut niveau.

Mais il serait faux de croire que la votation sur l'initiative sera un scrutin sur un modèle d'armée. Une étude plus récente de 1997, de Lutz Unterseher et Peter Hug, montre qu'avec le modèle « armée 2010 » il est possible de continuer dans les réformes, après avoir réalisé les mandats de l'initiative, et de supprimer l'obligation du service militaire. Ce modèle prévoit 15 000 soldats qui effectuent entre trois et cinq ans de service militaire et qui restent ensuite à disposition pendant 20 ans comme réservistes. Ainsi, il est toujours possible de mobiliser jusqu'à 60 000 hommes, en cas de nécessité.

## L'armée doit être payée deux fois !



Initiative populaire  
« économiser dans l'armée »

OUI à l'initiative  
« économiser dans l'armée »  
le 26 novembre 2000

07.1b

### Quelques explications

Selon le budget 2000 de la Confédération, la défense nationale coûte 5 milliards de francs par an. C'est en soi une demi-vérité puisque la défense nationale coûte 9 milliards de francs par an à l'économie du pays dans son ensemble.

Outre ces 5 milliards de francs du poste budgétaire « défense nationale » la Confédération dépense encore une série de montants non négligeables pour financer le service militaire et la protection civile: 550 millions de francs d'allocations pour perte de gain (APG), 250 millions pour l'assurance militaire, 400 millions de francs de dépenses des cantons et des communes. S'ajoutent à ces 6,2 milliards de francs, des dépenses qui n'apparaissent dans aucun budget public mais qui frappent les personnes astreintes au service militaire, les ménages et les entreprises. Les coûts du service militaire non couverts par la solde et les allocations pour perte de gain s'élèvent chaque année à 1,7 milliards de francs. Il faut encore compter 100 millions de francs supplémentaires pour les activités hors service des cadres et les tirs obligatoires. Les stocks obligatoires coûtent 300 millions de francs aux entreprises; l'obligation de construire des abris civils, 100 millions de francs. Enfin, l'absence de rendement économique de tous les terrains occupés par l'armée peut être estimée à plus de 600 millions de francs. Ce qui nous amène en tout à 9 milliards de francs pour l'an 2000, ce qui représente le coût global pour l'économie nationale.

## L'économie serait gagnante elle aussi ?

---

**OUI, car** notre armée surdimensionnée pèse très lourdement sur la place économique suisse. Le fardeau d'une conception militaire désuète fait un tort considérable à la capacité concurrentielle des entreprises installées chez nous. L'initiative « économiser dans l'armée » est indispensable pour empêcher le trop puissant lobby militaire de mettre en péril la récente reprise de la croissance économique. Maints experts estiment qu'elle serait le meilleur programme de revitalisation que notre économie n'ait jamais connu.

---

**Il n'est pas pertinent de prétendre que...** des dépenses militaires élevées sont bénéfiques pour l'économie. Peut-être bien que le slogan « l'armement créé des emplois » a correspondu à une réalité voici cinquante ans, mais souvenons-nous que régnaient alors des conditions fondamentalement différentes de celles que nous connaissons aujourd'hui et que personne n'a plus envie de revoir. De même, s'il est certes possible de relancer une conjoncture anémiée par un programme militaire ambitieux, les économistes s'accordent généralement pour dire que cette stratégie ne déploie pas d'effet durable. Et, finalement, restons réalistes : la Suisse n'a pas vocation d'entretenir une armée de grande puissance pour soutenir une industrie militaire qui ne serait sans doute pas compétitive sur le plan international.

En tout cas, eu égard à la mondialisation, l'OCDE et de nombreux experts n'ont aujourd'hui plus aucun doute : le pays qui consacre trop de moyens aux dépenses militaires fait courir son économie à la ruine.



## L'initiative « économiser dans l'armée » dégage des ressources considérables, qui pourraient financer, par exemple, une offensive en faveur de la formation et des améliorations de la prévoyance sociale



assurance militaire	250 mio. fr.
cantons et communes	400 mio. fr.
personnes salariées	700 mio. fr.
entreprises privées	1000 mio. fr.
cadres	60 mio. fr.
réserves stratégiques	300 mio. fr.
abris	100 mio. fr.
terrains et immeubles	600 mio. fr.

### Affectation possible

600 millions pour la promotion de la paix sur le plan international  
1200 millions pour le financement des dépenses supplémentaires de l'AVS conditionnées par l'évolution démographique et hausse des rentes de Fr. 400.-/an

retraite à la carte dès 62 ans pour les femmes et les hommes

### autres améliorations de prévoyance sociale

actions en faveur de la formation scolaire et permanente, soutien à des mesures d'intégration

soutien de la consommation par augmentation du revenu

100 millions pour la diversification des emplois dépendant des commandes militaires

900 millions en faveur de la formation permanente

programmes de qualification, mesures en faveur d'une nouvelle culture d'entreprise

baisse des prix à la consommation

soutien du marché de la construction, habitations à loyer modéré

encouragement des entreprises en phase de démarrage, mesures en faveur de la culture, etc.



Initiative populaire  
« économiser dans l'armée »

OUI à l'initiative  
« économiser dans l'armée »  
le 26 novembre 2000

08.1b

## Quelques explications

Notre modèle part du principe que le modèle « Armée 2010 » sera réalisé à terme et que des milliards puissent être ainsi libérés dans des secteurs tels que la sécurité sociale, les ménages et les entreprises. Ces milliards pourront alors être affectés à l'augmentation de la formation et à des objectifs de sécurité sociale. Il n'en demeure pas moins que la votation sur l'initiative ne porte ni sur un quelconque modèle d'avenir de notre armée ni sur l'éventuelle affectation de l'argent ainsi économisé. Il est bien clair toutefois qu'un OUI à l'initiative signifierait une bien meilleure marge de manœuvre pour l'amélioration de la formation et une série de projets urgents en matière de sécurité sociale. La retraite flexible serait aussi sauvée sans aucun doute, dès l'âge de 62 ans pour toutes et tous.

## Des répercussions positives sur la sécurité sociale ?

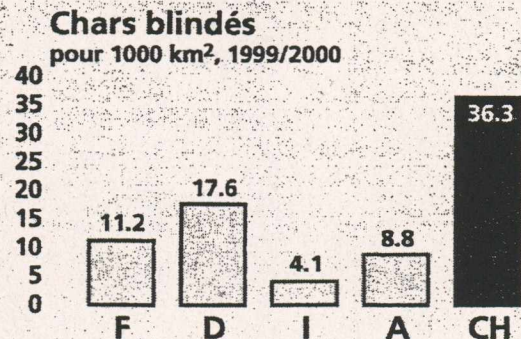
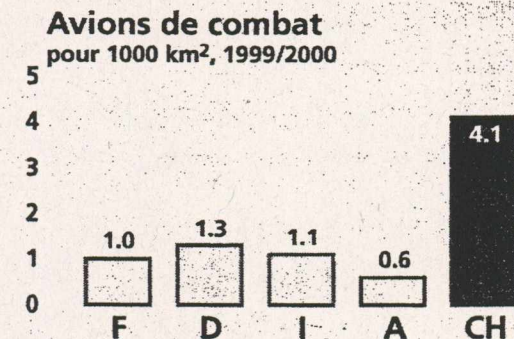
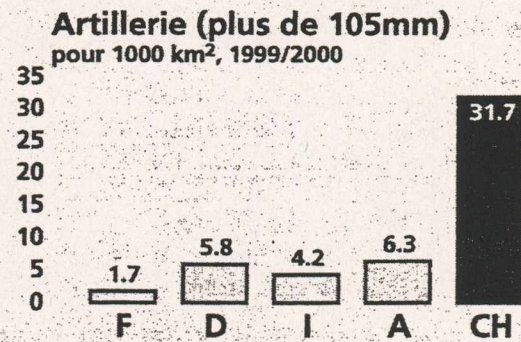
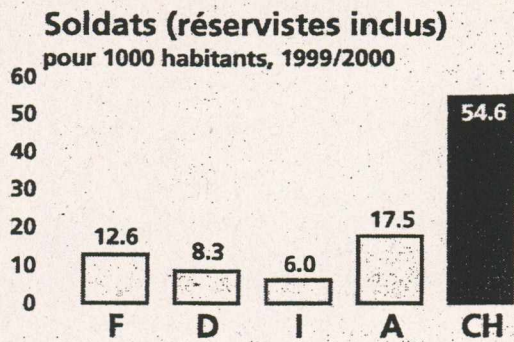
---

**OUI, car** l'initiative « économiser dans l'armée » ne se contente pas de procurer chaque année 1,8 milliards de francs de plus aux finances fédérales. Une armée plus modeste libère des milliards de francs pour la sécurité sociale, les ménages et les entreprises, qu'on pourra utiliser, par exemple, à l'appui d'une offensive en faveur de la formation, qui s'avère urgente et indispensable, ainsi que pour des projets ciblés de politique sociale.

---

**Il n'est pas pertinent de prétendre que...** la vie militaire serait favorable au maintien de la stabilité sociale et qu'elle renforcerait les capacités de chef des cadres de l'économie. Au contraire, elle bloque, par la voie budgétaire, au détriment de la sécurité sociale, des ménages et des entreprises, les moyens indispensables qui permettraient de développer les secteurs du social, de l'environnement et de l'économie dans notre pays. Un style de conduite militaire est aujourd'hui incompatible avec les besoins d'une entreprise moderne et conduit inéluctablement à la faillite. D'ailleurs, le grade élevé n'est plus un atout pour faire carrière : regardez donc autour de vous !

## La Suisse est surarmée ...



Initiative populaire  
« économiser dans l'armée »

OUI à l'initiative  
« économiser dans l'armée »  
le 26 novembre 2000

Source : IISS, Military Balance 1999/2000.

### Quelques explications

Le très sérieux Institut international d'études stratégiques à Londres publie les données les plus récentes en cette matière dans son rapport 1999/2000.

On y découvre aisément que l'armée suisse n'est pas seulement la première en Europe, en comparaison de la population du pays, mais qu'elle se place tout bonnement au deuxième rang absolu en Europe. Et la comparaison tient compte des réservistes notamment pour nos quatre voisins immédiats, la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Autriche. L'on sait cependant que les réservistes ne signifient en fait pas grand chose dans ce genre de comparaison. Si la comparaison n'avait tenu compte que des soldats actifs, la différence en faveur de la Suisse serait encore plus importante. Même les réformes projetées comme « Armée XXI » ou proposée par « Armée 2005 » ne changeront pas considérablement cet état de fait. Avec ou sans l'acceptation de l'initiative, la Suisse continuera à disposer d'une des plus grandes armées du continent.

Outre le nombre d'hommes à disposition, l'armée suisse fait figure de grenouille aussi grosse que le bœuf si l'on analyse son gigantesque système d'armement. Aucune autre nation ne se paie une densité aussi énorme en équipement militaire. Nous sommes carrément ici dans

## Un arsenal à revoir à la baisse ?

---

### OUI, car

toutes les statistiques militaires concordent. En comparaison internationale, la Suisse est aujourd'hui incroyablement suréquipée. Sa politique de sécurité supporte sans autre un bon dégraissage de ses moyens absolument excessifs.

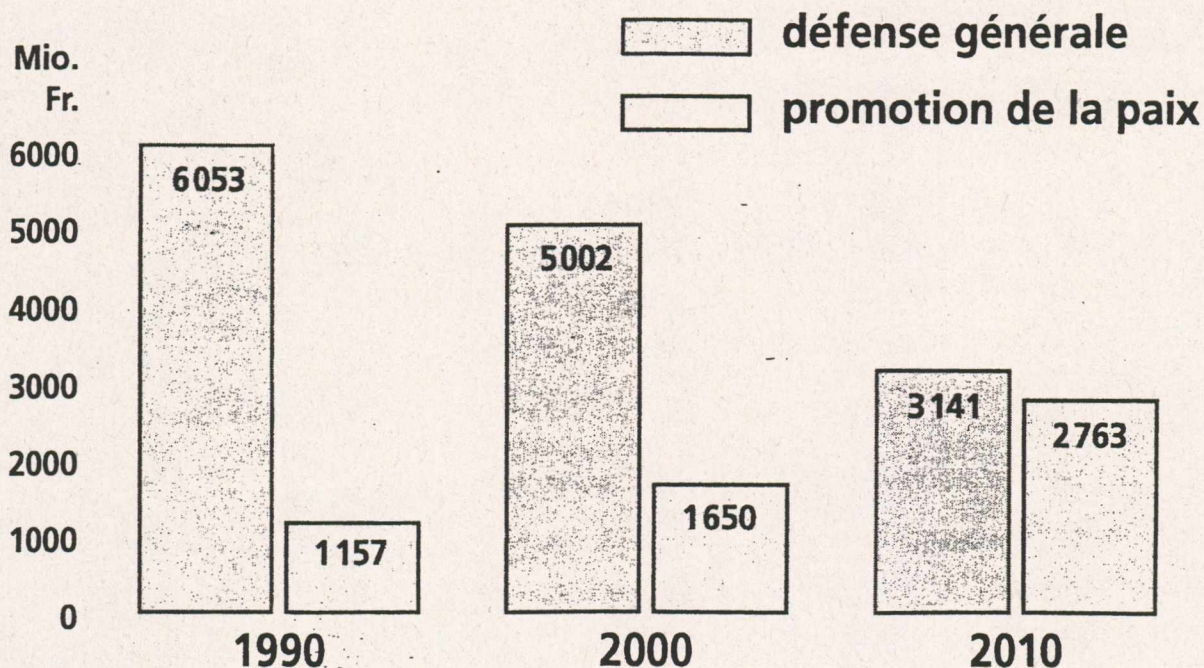
---

### Il n'est pas pertinent de prétendre que...

mieux redistribuer les dépenses signifie démanteler un système qui y perdra sa cohérence. L'initiative « économiser dans l'armée » ne porte pas atteinte à la crédibilité de la défense nationale, mais supprime simplement les surcapacités inutiles à notre politique de sécurité.

le ridicule, compte tenu de l'absence de toute menace militaire concrète. L'initiative ménage encore 1,3 milliards de francs par an pour les achats de nouveaux équipements militaires. C'est très largement suffisant pour satisfaire les besoins de modernisation.

## Compenser le déséquilibre



Initiative populaire  
« économiser dans l'armée »

OUI à l'initiative  
« économiser dans l'armée »  
le 26 novembre 2000

10.1

### Source :

Dépenses pour la défense générale : comptes 1990, budget 2000, calculs du comité d'initiative pour 2010. Dépenses pour la promotion de la paix sur le plan international : calculs du comité d'initiative (définition très large)

### Quelques explications

L'initiative veut simplement accélérer une tendance irréversible aujourd'hui : limiter les dépenses globales de la défense nationale à 3,1 milliards de francs par an et augmenter les dépenses pour la promotion de la paix (qu'elle a définies de façon très complète) à 2,8 milliards de francs par an.

Voici une estimation des chiffres pour l'année 2000 qui arrive à un total de 1,65 milliards de francs pour l'ensemble des dépenses suivantes: toutes les dépenses pour la démocratisation dans le monde, pour la coopération politique et culturelle, la défense et la concrétisation des droits humains (38 mios de fr.), le contrôle du désarmement (3,4 mios de fr.), la politique globale de l'environnement (56 mios de fr.), le maintien et la promotion de la paix (53 mios de fr.), les contributions à la coopération internationale (27 mios de fr.), pour la coopération au développement, pour l'aide humanitaire, les contributions aux organisations internationales (1311 mios de

## Dépenser davantage pour la promotion de la paix ?

---

### OUI, car

il y a une énorme différence entre les dépenses pour la défense nationale et celles pour la promotion de la paix. La Confédération a plutôt lésiné sur ces dernières depuis une dizaine d'années. L'initiative « économiser dans l'armée » permet de fixer les priorités de manière à ce que, à l'avenir, on ne combatte que les vrais dangers et pas de vagues menaces théoriques.

---

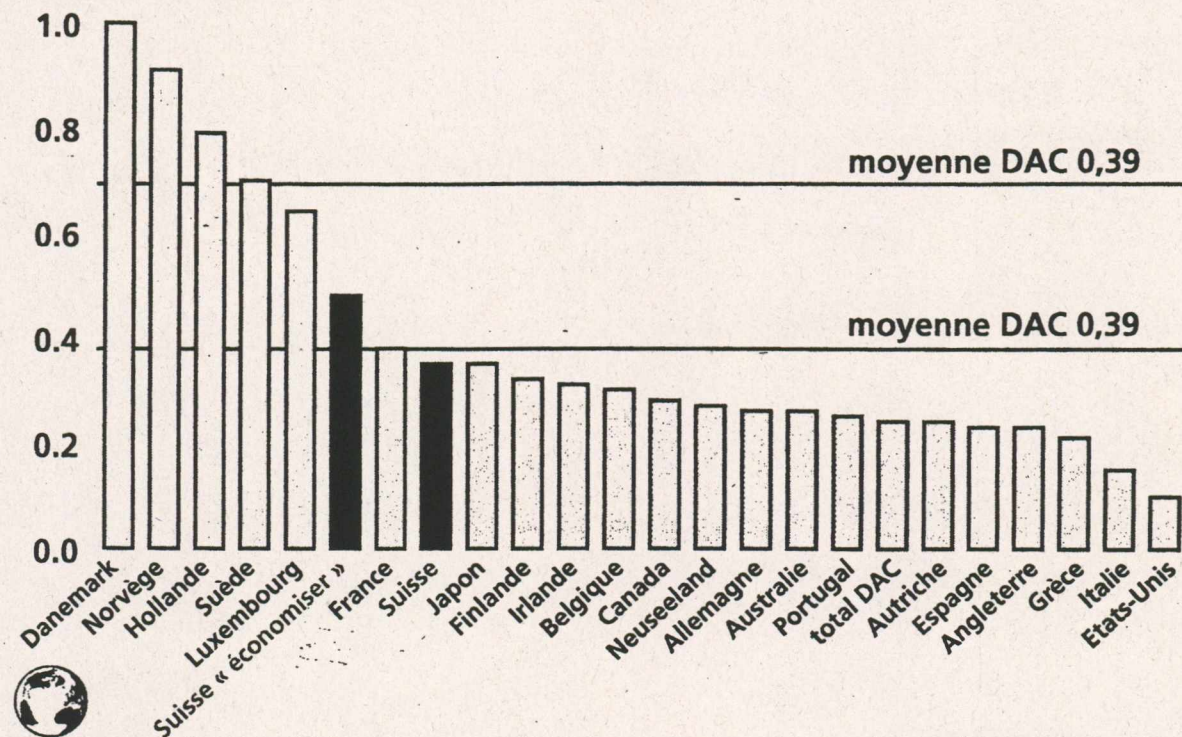
### Il n'est pas pertinent de prétendre que...

seule l'armée est en mesure d'assumer la tâche de promouvoir la paix. Ce sont des conditions très précises qui permettront, si le peuple y donne son accord, l'engagement futur de troupes suisses dans des missions de paix à l'étranger, pour protéger les populations civiles dans des zones de conflit. Cela n'empêche pas que la prévention, la maîtrise et la cessation des conflits sont d'abord des tâches de nature civile. Mais aujourd'hui, les moyens de cette politique font défaut.

fr.); pour l'aide à l'Europe de l'Est et les autres aides aux régions structurellement faibles en Europe (170 mios de fr.). Plusieurs de ces domaines ne sont pas à proprement parlé considérés comme promotion de la paix. Il est dès lors d'autant plus important de redistribuer les cartes et de mettre des moyens à disposition là où sont les vrais dangers pour la sécurité dans le monde. Si l'on projette ces chiffres sur l'année 2010, de manière à renforcer l'augmentation progressive observée depuis 1990, on arrive à un supplément de 600 millions de francs en faveur de la promotion de la paix.

## Aide publique au développement

part au produit social brut, en %, 1999



Initiative populaire  
« économiser dans l'armée »

OUI à l'initiative  
« économiser dans l'armée »  
le 26 novembre 2000

11.1b

### Source :

<http://www.oecd.org/dac/htm/HLM2000stats.htm> OECD, News Release, Paris, 12.05.2000, Attachment 2 from Press Statement by the DAC Chairman, DAC High Level Meeting (DAC: Development Assistance Committee)

### Quelques explications

Ce sont les derniers chiffres de l'OCDE publiés à Paris le 12 mai 2000 et qui sont, en partie encore, provisoire. Ils montrent toutefois le mauvais rang de la Suisse en matière d'aides publiques à la coopération et au développement. Et ce n'est pas la générosité de la population suisse, qui par ses dons importants aux œuvres d'entraide soutient de nombreux projets, qui permet de compenser cette situation indigne. Depuis le début des années 90, le Conseil fédéral promet de consacrer 0,4% du PIB à l'aide publique au développement. Selon la planification financière actuelle, cette promesse ne se réalisera qu'en 2027 au plus tôt, et encore. Il est honteux que le gouvernement d'un pays démocratique se permette ce type de comportement. Avec l'initiative, le montant actuel de 0,35% passerait à 0,48% du PIB. À relever que la Suisse resterait encore très loin de la première place dans ce domaine. Le Danemark est à 1% de son PIB.

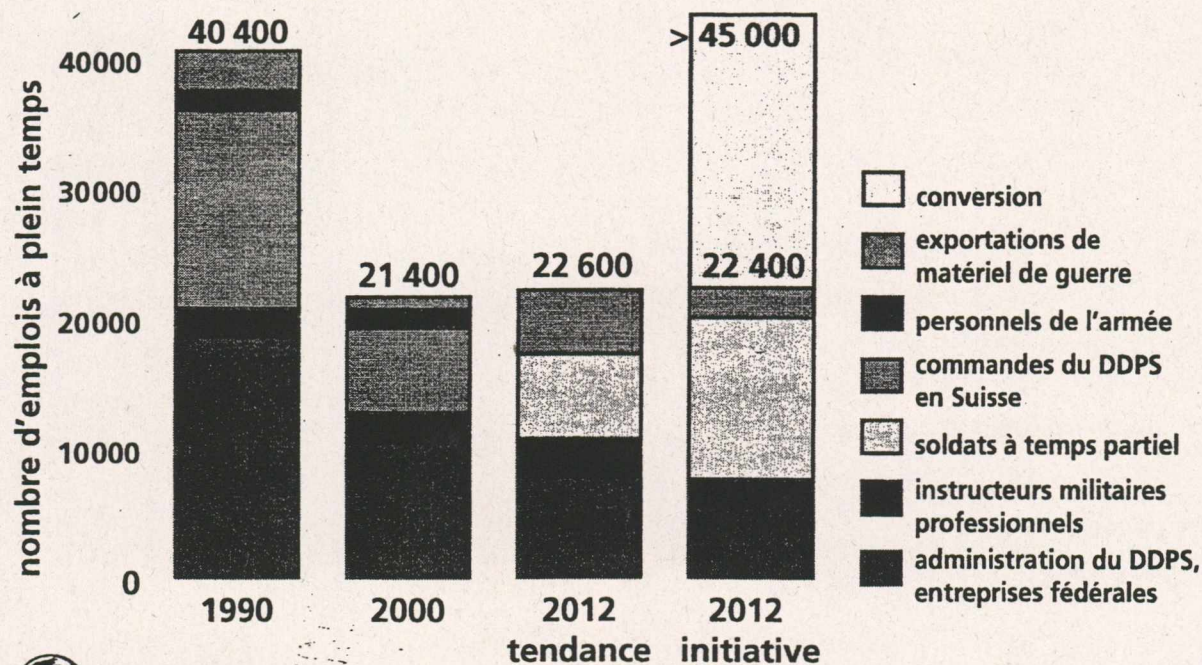
## Renforcer la coopération au développement ?

**OUI, car** la Suisse maintient ses dépenses à un niveau honteusement bas en cette matière.



## Emplois dépendants des commandes militaires

1990, 2000, 2012 scénarios « tendance » et « économiser dans l'armée »



Initiative populaire  
« économiser dans l'armée »

OUI à l'initiative  
« économiser dans l'armée »  
le 26 novembre 2000

12.1b

### Source :

étude réalisée à la demande du syndicat FTMH sur les emplois dépendants des commandes militaires (non disponible en langue française)

### Quelques explications

Le Syndicat FTMH a commandé une étude sur le poids que représente la défense nationale pour l'ensemble de l'économie du pays: il en ressort notamment qu'il ne reste déjà plus que 21 000 emplois (sur 40 000) qui dépendent aujourd'hui encore de l'armée. Cette réduction d'emplois a laissé le marché libre et la politique sociale sans réaction et ni le DDPS, ni le Département de l'économie ne s'en sont préoccupés, au demeurant, pour des raisons idéologiques hautement contestables (libéralisme). On a l'impression qu'on a voulu punir le peuple de penser que les dépenses militaires étaient exagérées et qu'on a coupé les budgets là où cela faisait mal aux plus faibles et surtout pas aux privilégiés. À aucun moment on a envisagé une transformation et une nouvelle orientation des moyens de production devenus obsolètes. Ce potentiel (main-d'œuvre, capital, terrains, savoir-faire) est irrémédiablement perdu pour les régions concernées et pour le pays. Mais il n'est jamais trop tard pour bien faire, compte tenu notamment du fait que les réformes structurelles en matière militaire se

## Un effet favorable sur l'emploi ?

### OUI, car

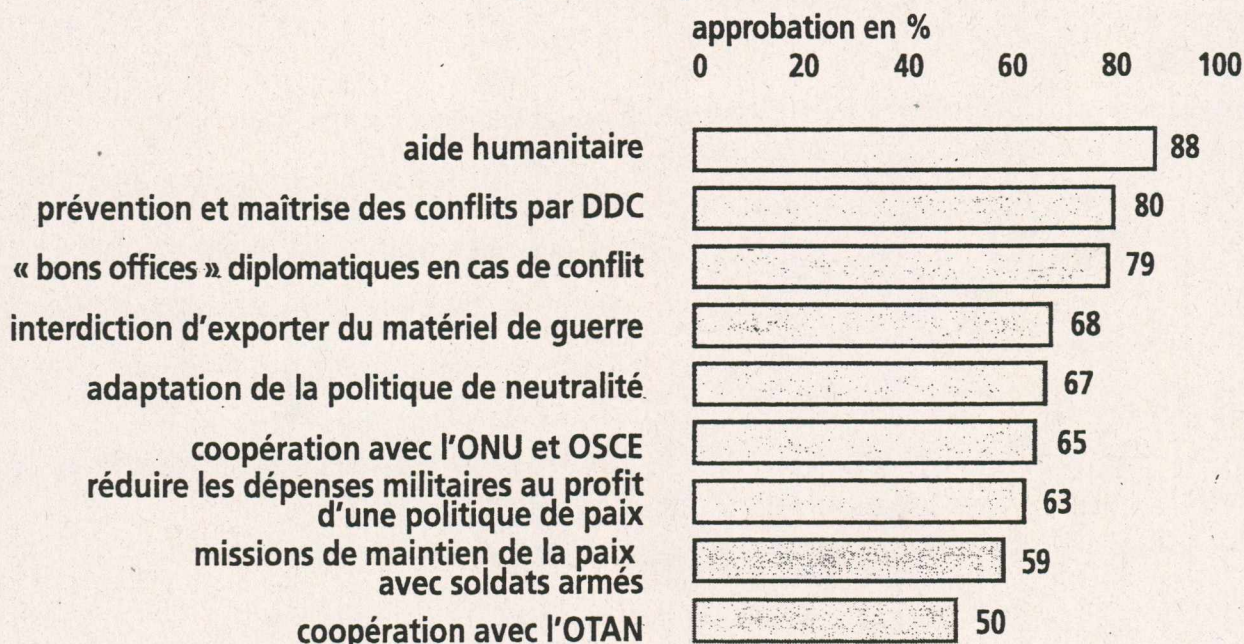
il ne reste déjà plus que 21 000 emplois aujourd'hui, sur les 40 000 qui dépendaient des dépenses militaires en 1990. La Confédération abandonne aux lois du marché les travailleuses et les travailleurs concernés, qui ont été touchés par une mutation économique de nature avant tout structurelle. C'est carrément irresponsable. Qu'on le veuille ou non, le secteur militaire va continuer à s'écrouler sur le plan économique. L'initiative « économiser dans l'armée », elle au moins, prévoit d'affecter 1 milliard de francs pour créer des emplois d'avenir, par le jeu d'un fonds de reconversion, afin de ne pas abandonner à leur sort les régions et le personnel touchés.

### Il n'est pas pertinent de prétendre...

qu'on ne puisse rien faire pour les personnes et les régions touchées par les réformes structurelles du secteur militaire. Au cours de ces dix dernières années, l'Union européenne a réparti l'équivalent de 4 milliards de francs suisses à plusieurs centaines de projets, dans onze pays membres, pour des investissements publics compensant l'abandon d'activités militaires (programme de conversion CONVER I+II). L'on a ainsi aidé les régions structurellement faibles et anciennement dépendante d'activités militaires à prendre un nouveau départ. L'initiative veille à introduire enfin de tels programmes en Suisse également.

poursuivent de toute façon. L'initiative prévoit de tenir compte des personnes et régions qui seront encore touchées à l'avenir. L'étude de la FTMH montre, qu'avec ou sans l'initiative, il faudra durant ces dix prochaines années compter avec la disparition d'encore 22 000 emplois liés aux dépenses militaires. Il s'agira avant tout de militaires professionnels ou semi-professionnels; mais cela concernera aussi des emplois dans l'industrie. La politique d'innovation que l'initiative est seule à garantir s'imposera d'autant plus. Sans compter que l'initiative soulage l'économie nationale du poids actuel que représente pour elle le fardeau de la défense nationale.

## Instrument de la politique de sécurité



Initiative populaire  
« économiser dans l'armée »

OUI à l'initiative  
« économiser dans l'armée »  
le 26 novembre 2000

13.1b

### Sources :

étude UNIVOX IV, discours du directeur de la DDC Walter Fust le 24 mai 2000

### Quelques explications

Walter Fust, qui dirige la Direction pour la coopération et le développement (DDC), s'est exprimé en mai 2000, devant l'Assemblée générale de Caritas et a livré les résultats d'un sondage d'opinion portant sur les questions suivantes : Que signifient pour nous les conflits dans les autres pays ? Quel doit être le rôle international de la Suisse ? Quels sont les dangers contre lesquels nous devons nous prémunir ? Quelle doit être la politique de la Suisse pour que nous soyons protégés des dangers et de la violence, tout en faisant preuve de solidarité internationale ?

Il vaut la peine de s'arrêter aux réponses données par un échantillonnage représentatif de 700 citoyennes et citoyens : Une majorité écrasante considère que la menace militaire « traditionnelle » n'est en aucun cas un risque actuel – alors que le sondage est effectué peu après la guerre du Kosovo. Les personnes sondées classent dans l'ordre suivant les cinq grands dangers actuels contre lesquels il faut se prémunir :

1. La pauvreté dans les pays émergents et en Europe de l'Est (82%)
2. Les atteintes globales à l'environnement (81%)

## La sécurité par la prévention ?

---

### OUI, et

les sondages donnent raison à l'initiative. Toutes celles et ceux qui veulent vraiment la sécurité comptent en priorité sur les résultats des interventions civiles de la coopération internationale et soutiennent donc le transfert de dépenses militaires surannées, au bénéfice de ces nouveaux secteurs d'intervention.

---

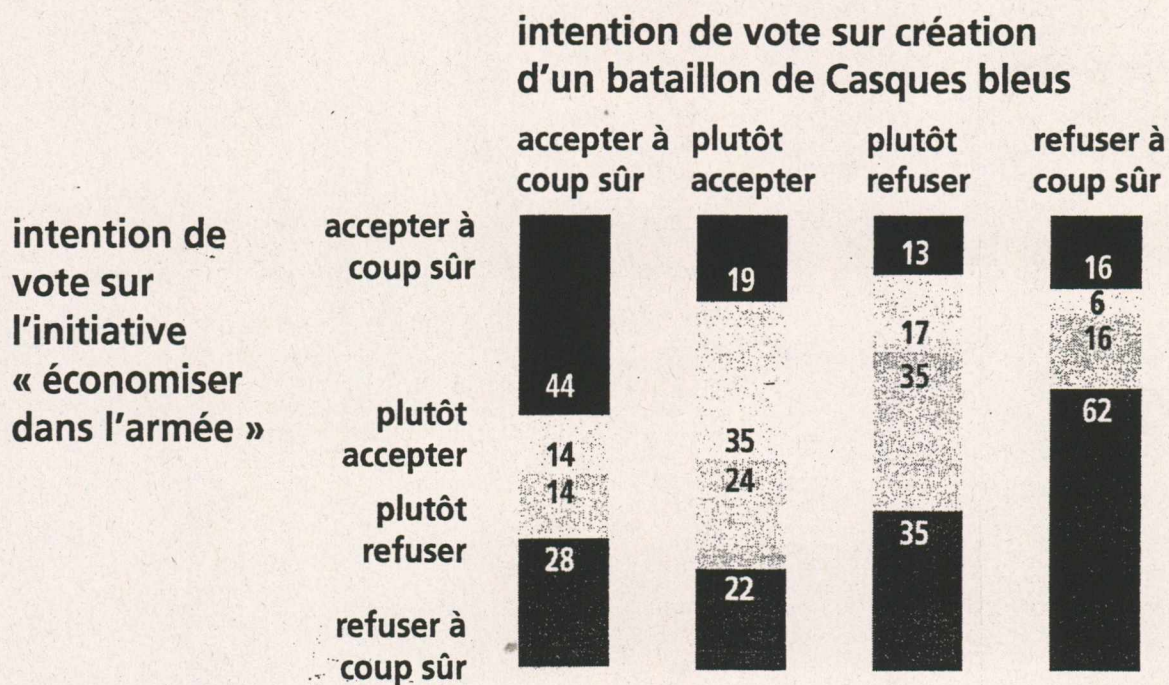
### Il n'est pas pertinent de prétendre que...

l'opinion publique doute. Les chiffres peuvent varier légèrement en fonction des années, mais les résultats des sondages sont à chaque fois limpides : la population veut que l'on économise prioritairement dans l'armée.

3. Les flux migratoires (77%)
4. Les guerres (67%)
5. Les dictatures et les violations des droits humains (67%)

Voyons maintenant quelles stratégies ont la faveur du public dans ce sondage en terme de politique moderne de sécurité. (Cf. tableau). La palme revient à la politique de sécurité traditionnelle de la Suisse composée de l'aide humanitaire et de bons offices sur le plan diplomatique. La nouvelle stratégie qu'est la coopération au développement comme moyen de prévention des conflits recueille aussi un large soutien. 63% des personnes sondées s'expriment ainsi implicitement en faveur d'une politique de sécurité à caractère civile et pour une diminution des dépenses militaires.

## Sondage : économiser dans l'armée et Casques bleus



Initiative populaire  
« économiser dans l'armée »

OUI à l'initiative  
« économiser dans l'armée »  
le 26 novembre 2000

### Source :

Karl W. Haltiner, sondage « sécurité 2000 », Haute École technique de Zurich (données non disponibles en langue française)

### Quelques explications

Il ne fait pas de doute pour le sociologue et spécialiste des mouvements d'opinion publique de Zurich, Karl W. Haltiner, que les personnes qui soutiennent les objectifs de l'initiative sont aussi celles qui sont en principe favorables à la participation de la Suisse aux troupes de l'ONU. 44% des personnes qui sont sûres de voter pour l'initiative se déclarent pour ou plutôt pour la création d'un bataillon de casques bleus suisses. À l'inverse, les opposants convaincus à l'initiative se déclarent quant à eux à 62% contre la création de casques bleus helvétiques.

Le Conseil fédéral est ainsi condamné à passer d'une alliance à l'autre en l'espace de quelques mois, puisqu'il veut combattre l'initiative le 26 novembre 2000, et faire passer la nouvelle loi militaire (qui prévoit la possibilité d'engager des troupes suisses à l'étranger dans des missions de paix) en été 2001. Il aura donc besoin des partisans de l'initiative, qu'il combat aujourd'hui, pour faire passer son projet six mois plus tard. Le Conseil fédéral serait bien inspiré de ne pas répéter son exercice de 1993 (avions FA18), quand il avait mobilisé en masse les anciens de la landsturm, les milieux les plus conservateurs et les nationalistes de droite, simplement

## Compatible avec des missions de maintien de la paix à l'étranger ?

---

### OUI, car

celles et ceux qui disent d'ores et déjà OUI à l'initiative « économiser dans l'armée » sont largement les mêmes que celles et ceux qui souhaitent voir notre pays adhérer à l'ONU et participer aux opérations de maintien de la paix dans un cadre international. Dépenser moins, c'est aussi s'efforcer de dépenser mieux, c'est vouloir l'ouverture de la Suisse également en matière de politique de sécurité.

---

### Il n'est pas pertinent de prétendre que...

l'initiative aurait un effet de blocage sur les réformes en cours et qu'elle mettrait en péril la conception « La sécurité par la coopération ». C'est aujourd'hui le grand défi adressé au conseiller fédéral Adolf Ogi de convaincre toutes celles et ceux qui soutiennent l'initiative de voter OUI aussi, en été 2001, au projet d'engagement de troupes suisses armées à l'étranger, s'il veut une majorité en sa faveur ce dimanche-là.

pour faire échec à l'initiative. À l'inverse, les partisans de l'initiative, seraient, eux, bien inspirés de comprendre que la Suisse doit maintenant ouvrir sa politique de sécurité et envoyer des troupes à l'étranger dans le cadre de mandats de l'ONU ou de l'OSCE.

## Une initiative largement soutenue

**Syndicats**  
USS  
FTMH

**Organisations  
féminines**  
EFS, SKF

**Partis**  
PS Suisse  
PES – Les Verts

**Organisations  
de la coopération  
au développement**  
CT, DB

**Organisations  
pour la paix**  
CAP, CMLK, MIR



Initiative populaire  
« économiser dans l'armée »

OUI à l'initiative  
« économiser dans l'armée »  
le 26 novembre 2000

15.10

### Quelques explications

Lors de son lancement en 1995, l'initiative est d'emblée apparue comme l'œuvre commune de très larges milieux. Pas moins de 11 partis politiques et associations forment ensemble le noyau originel de son lancement. D'autres sont rapidement venus grossir les rangs de ses partisans pour porter à 50 le nombre des partis politiques, associations et groupements, qui aujourd'hui la soutiennent. Par la suite, plusieurs organisations faitières ont décidé leur soutien à cette initiative. Voici la liste actuelle de ses partisans :

- Des partis politiques : le Parti socialiste suisse (PS), le Parti écologiste suisse – Les Verts, les Jeunesses socialistes suisses (JSS), le Mouvement pour la démocratie du canton de Nidwald, la Liste femmes de Bâle, l'Alliance des verts du canton de Berne, l'Alternative rose-verte du Canton de Zoug, plusieurs mouvements « Solidarités » dans divers cantons.
- Des syndicats : l'Union syndicale suisse (USS), la FTMH, la VPOD, le SIB, Comédia, etc...
- Des organisations féminines comme la Fédération des femmes catholiques de Suisse (FFCS), La Fédération des femmes protestantes de suisse (FFPS) (Les deux ont d'ailleurs décidé le OUI à l'initiative sans aucune voix contraire), les Femmes suisses pour la paix, etc.
- Des organisation caritatives, œuvres d'entraide et associations pour le développement dans le monde : Swissaid, Action de carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas, la Cen-

## L'initiative est-elle crédible ?

### OUI, car

elle peut compter sur le soutien de grandes organisations, qui sont des références incontestables dans leur domaine d'activités.

### Il n'est pas pertinent de prétendre...

que l'initiative n'émanerait que de milieux antimilitaristes, comme on l'entend ici ou là. Serait-ce le cas de la communauté de travail Swissaid / Action de Carême / Pain pour le prochain / Helvetas / Caritas ; de l'Alliance des sociétés féminines catholiques et réformées, de l'Union syndicale suisse et de plus de 50 autres organisations qui préconisent toutes le OUI à cette initiative ?

trale sanitaire suisse, l'OSEO (Oeuvre suisse d'entraide ouvrière), Terre des Hommes Suisse, l'Action place financière suisse-tiers-monde, la Communauté de travail Suisse-Colombie, le Collectif Tourisme & Développement, la Déclaration de Berne, Solifonds, le Mouvement des Théologiens pour la solidarité et la libération, etc.

- Des mouvements pour la paix et des organisations de défense des droits humains : la Communauté de travail pour un contrôle de l'armement et l'interdiction d'exportation d'armes, Solidarité sans frontières, Chrétiens pour la Paix, le Centre Martin Luther King (CMLK), la Société pour les peuples opprimés, le Conseil suisse de la paix, Service civil international, l'Œuvre de Sainte Catherine, etc.



## OUI à l'initiative « économiser dans l'armée ! »

### Argument en faveur du OUI

L'initiative est réaliste !

L'initiative poursuit des objectifs soutenus par une majorité de la population.

Économiser dans l'armée ?  
Assurément, car une armée plus petite doit également coûter moins cher !

La sécurité ne se conçoit qu'avec des moyens adaptés aux menaces réelles.

Plutôt une AVS sûre à l'avenir également qu'un arsenal surdimensionné pour affronter des risques inexistantes.

Décharger l'économie du fardeau d'une défense nationale obsolète et favoriser ainsi les adaptations structurelles.

### Concrètement

Nous prenons le Conseil fédéral au mot : l'initiative veut la sécurité par la coopération.

Dépenser moins pour dépenser mieux, intervenir en amont des crises plutôt qu'en aval, promouvoir la paix sans toutefois baisser la garde.

L'initiative préserve la puissance de feu, la capacité de modernisation et l'interopérabilité des forces sur le plan international... à un niveau raisonnable pour un petit pays.

Des activités prometteuses pour la promotion de la paix et la prévention des conflits seront mieux soutenues grâce à la redistribution des dépenses.

Sans sécurité sociale sur le plan intérieur, pas de capacité à promouvoir la paix sur le plan extérieur.

Les emplois dépendants des commandes militaires sont de toute façon menacés – Avec le fonds de conversion, l'initiative propose une aide immédiate.



Initiative populaire  
« économiser dans l'armée »

OUI à l'initiative  
« économiser dans l'armée »  
le 26 novembre 2000

16.8

## L'initiative peut-elle être gagnante au soir du 26 novembre ?

---

### OUI, car

l'initiative « économiser dans l'armée » est un projet sensé, susceptible de convaincre une majorité de la population. Elle redistribue les cartes. Il existe heureusement des gens qui ont une vision d'avenir. C'est le moment de franchir avec eux un pas dans la bonne direction.

### Quelques explications

Ces prochains temps, le peuple suisse aura plusieurs occasions de se prononcer dans des scrutins ayant trait à la politique de paix et de sécurité de la Suisse ainsi qu'à sa politique militaire. En été 2001, ce sera sur l'engagement de troupes suisses à l'étranger dans le cadre de la nouvelle loi sur l'armée. Puis vers la fin 2001, sur une nouvelle initiative demandant la suppression de l'armée et l'introduction d'un service civil facultatif. Notre initiative sur la réduction de moitié des dépenses militaires et sur une nouvelle répartition des dépenses en la matière se caractérise par son approche réaliste. En fin de compte, elle prend simplement le Conseil fédéral au mot et renforce les tendances actuelles en matière de politique de paix et de sécurité. Cette initiative a un objectif bien plus consistant que de simplement alimenter une quelconque polémique. Elle peut l'emporter ! Ensemble, redistribuons les cartes !

## **L'initiative populaire**

### **«Economiser dans l'armée et la défense générale – pour davantage de paix et d'emplois d'avenir (Initiative en faveur d'une redistribution des dépenses)»**

Art. 197

Dispositions transitoires après acceptation de la Constitution du 18 avril 1999

#### **1. Disposition transitoire ad art. 57 (Sécurité)**

- 1 La Confédération réduit graduellement les crédits alloués en faveur de la défense nationale jusqu'à ce que, au plus tard dix ans après l'acceptation de la présente disposition transitoire, les dépenses consacrées à la défense nationale soient réduites de moitié par rapport aux comptes de l'année 1987. Le renchérissement est compensé.
- 2 L'Assemblée fédérale détermine tous les quatre ans, par voie législative, l'affectation des ressources ainsi économisées.
- 3 Un tiers des montants économisés est affecté au renforcement de la politique de paix sur le plan international (coopération au développement, protection du cadre naturel de vie, prévention des conflits, règlement pacifique des conflits, désarmement et sécurité collective).
- 4 La Confédération encourage les entreprises et les administrations touchées par le désarmement à se reconvertir dans le secteur civil pour produire des biens et offrir des services d'avenir; elle apporte son soutien aux salariées et salariés et aux régions touchés par le processus de désarmement. La Confédération affecte un milliard de francs à un fonds de reconversion destiné à la création d'emplois de remplacement.

**OUI** à l'initiative  
« économiser dans l'armée »  
le 26 novembre 2000